

MAPA n°2024-027

Opération de travaux n°1 du schéma directeur immobilier INTRA du CHD La Candélie

Date et heure limites de réception des offres :

Jeudi 14 novembre 2024 à 12h00

Marché Public de Prestations intellectuelles

Règlement de Consultation (RC)

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 -	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2	ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3	CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	4
CHAPITRE 2 -	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1	VARIANTES FACULTATIVES	4
2.2	VARIANTES OBLIGATOIRES	4
2.3	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
CHAPITRE 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.1	DOSSIER DE CONSULTATION	5
3.2	MODIFICATIONS DE DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
CHAPITRE 4 -	PRESENTATION DE L'OPERATION	5
CHAPITRE 5 -	MISSIONS ET RENDU DES PRESTATIONS	8
5.1	LOT 01 : DIAGNOSTIC AMIANTE ET PLOMB AVANT TRAVAUX, ETAT PARASITAIRE	8
5.1.1	DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX	8
5.1.2	DIAGNOSTIC TERMITES AVANT TRAVAUX	10
5.1.3	DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX	10
5.2	LOT 02 : DIAGNOSTIC STRUCTUREL	11
5.3	LOT 03 : DIAGNOSTIC PEMD	12
5.3.1	LIMITE DE LA PRESTATION	12
5.3.2	ETAPE 1 : PRE-VISITE DU SITE	12
5.3.3	ETAPE 2 : ETUDE DOCUMENTAIRE	12
5.3.4	ETAPE 3 : INVESTIGATIONS SUR SITE	13
5.3.5	ETAPE 4 : REALISATION DU RAPPORT PEMD	13
5.3.6	ETAPE 5 : TELEDECLARATION DU CERFA SITE CSTB	14
5.3.7	REUNIONS	15
5.3.8	LIVRABLES	15
5.4	LOT 04 : ENQUETE HYDROGEOLOGIQUE PRELIMINAIRE G0 + G1	15
CHAPITRE 6 -	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	15
6.1	DOSSIER DE CANDIDATURE	16
6.2	DOSSIER D'OFFRE	17
CHAPITRE 7 -	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	17
CHAPITRE 8 -	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	17
8.1	CRITERES DE JUGEMENT	17
8.2	APPRECIATION DU CRITERE PRIX	17
8.3	APPRECIATION DE LA VALEUR TECHNIQUE	17
8.4	SUITES DONNEES A L'ANALYSE	18
CHAPITRE 9 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	18
CHAPITRE 10 -	DUREE DES MISSIONS	18
CHAPITRE 11 -	PRIX DU MARCHÉ	18
11.1	FACTURES	18
11.2	AVANCE	19
CHAPITRE 12 -	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	19

<u>CHAPITRE 13 -</u>	<u>PENALITES DE RETARD</u>	<u>19</u>
<u>CHAPITRE 14 -</u>	<u>ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS</u>	<u>19</u>
<u>CHAPITRE 15 -</u>	<u>DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES</u>	<u>20</u>
<u>CHAPITRE 16 -</u>	<u>REGLEMENT DES LITIGES</u>	<u>20</u>

CHAPITRE 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 Objet de la consultation

Les stipulations du présent Règlement de la Consultation (R.C.) concernent un marché alloti pour des **diagnostics** dans le cadre de la construction de 4 unités d'hospitalisation sur le site INTRA de Pont du Casse du CHD La Candélie, première opération du schéma directeur de l'établissement sur ce site.

Cette consultation comporte 4 lots suivant le détail ci après :

- ≡ Lot 1 : Diagnostic amiante avant travaux, plomb avant travaux et état parasitaire
- ≡ Lot 2 : Diagnostic structures
- ≡ Lot 3 : Diagnostic PEMD
- ≡ Lot 4 : Enquête hydro-géologique préliminaire G0 + G1

Chaque candidat pourra proposer une réponse à un ou plusieurs lots suivant les actes d'engagement joints.

1.2 Etendue de la consultation

La présente procédure est un appel d'offres ouvert, soumise aux dispositions de **l'article L2124-2 du code de la commande publique**.

Il s'agit d'un marché de prestations intellectuelles au sens de la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée passé en application des articles R2123-1 et R2131-12 du Code de la Commande publique (CCP).

Il sera conclu par référence aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales - Prestations Intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles).

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article **R2122-7 du code de la commande publique**, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

1.3 Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

CHAPITRE 2 - Conditions de la consultation

2.1 Variantes facultatives

Pour le lot 04 : Enquête hydro-géologique préliminaire G0 + G1, le candidat pourra proposer des prestations variantes afin de consolider son offre s'il en estime le besoin.

2.2 Variantes obligatoires

Sans objet.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120** jours à compter de la date limite de réception des offres.

CHAPITRE 3 - Contenu du dossier de consultation

3.1 Dossier de Consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- ≡ Le présent Règlement de Consultation valant Cahier des Clauses Particulières ;
- ≡ Les Actes d'Engagement définis par lot ;
- ≡ Annexes DTA :
 - DTA de 2003 des bâtiments concernés
 - Plans intérieurs des bâtiments concernés (format .pdf) ;
- ≡ Annexe PEMD :
 - Arrêté du 26 mars 2023
 - Cerfa + notice
- ≡ L'attestation sur l'honneur relative aux mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie

Les documents de la consultation sont disponibles sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat, PLACE :
www.marches-publics.gouv.fr

3.2 Modifications de détails du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE 4 - Présentation de l'opération

Le site principal (INTRA) permet les hospitalisations complètes, est basé à 6 km d'Agen sur la commune de Pont-du-Casse et est organisé à l'intérieur d'un parc paysager de 71 hectares.

La parcelle est numérotée AO 101 et offre une surface de 236 917 m².

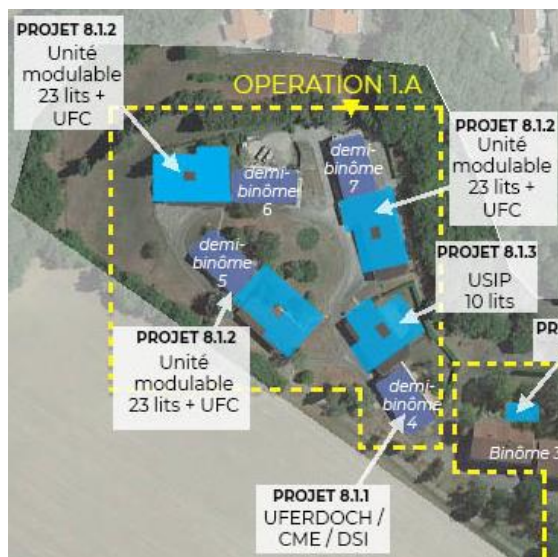
La présente consultation concerne :

- ≡ La zone Nord du site comprenant les binômes 4, 5, 6 et 7.
- ≡ La zone Sud du site comprenant les binômes 14 et 18.

La zone Nord, périmètre opération 1A.

L'opération de travaux envisage la démolition de 4 demi-binômes, la réhabilitation et l'extension des 4 autres pour l'aménagement de 4 unités d'hospitalisation (4 unités de 23 lits et 1 unité fermée de 10 lits) et des pôles de bureaux/consultations associés.

Pour information, les besoins en surfaces (réhabilitations et extensions) sont estimés à environ 5 000 m² SDP.



Les surfaces des bâtiments existants concernés (binômes 4, 5, 6 et 7), hors surfaces des galeries techniques sont d'environ 5 000 m².

Les plans des existants, coupes et façades relevés par un géomètre (en cours d'exécution) seront transmis aux prestataires retenus.

Les diagnostics seront à planifier en site occupé pour les binômes 7 et partiellement 4.

La zone Sud, périmètre opération 1B.

L'opération de travaux envisage :

- ≡ La réhabilitation – extension du binôme 14 pour répondre à une unité d'hospitalisation de 10 lits pour adolescents et un pôle de consultations,
- ≡ La démolition des 3 petits bâtiments GC,
- ≡ L'extension du binôme 18 pour répondre aux besoins de l'unité pour anxio-dépressifs et des locaux d'activités mutualisés avec l'addictologie.



Les surfaces des bâtiments existants concernés (binômes 14, 18, bâtiments Gc), hors surfaces des galeries techniques) sont d'environ 1 900 m².

Les plans des existants, coupes et façades relevés par un géomètre (en cours d'exécution) seront transmis aux prestataires retenus.

Les diagnostics seront à planifier en site occupé pour le binôme 18.

CHAPITRE 5 - Missions et Rendu des Prestations

La présente consultation a pour objet l'établissement de diagnostics suivant les informations suivantes :

5.1 Lot 01 : Diagnostic amiante et plomb avant travaux, état parasitaire

La présente campagne concernant la recherche et la localisation de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, du plomb ou d'être infestés par des passages de termites.

5.1.1 Diagnostic amiante avant travaux

Les composants des constructions concernées sont les suivants (liste non exhaustive) :

- ≡ Toitures et étanchéités,
- ≡ Façades,
- ≡ Parois verticales intérieures et enduits,
- ≡ Agencements,
- ≡ Plafonds et faux plafonds,
- ≡ Revêtements de sols et de murs, colles,
- ≡ Conduits, canalisations et équipements,
- ≡ Enrobés des aménagements extérieurs,
- ≡ Equipements divers...

Pour ce faire, l'ingénieur qualifié présent sur le site devra effectuer tous les sondages nécessaires à la réalisation de sa mission. Il devra, au vu des résultats bruts obtenus, juger de l'utilité d'ajouter des investigations par la réalisation de sondages destructifs ainsi que par la dépose de certains éléments fixés tels que les radiateurs, les revêtements de murs, les appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.

Références réglementaires :

- ≡ Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Décret n° 2010 – 1200 du 11 Octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,
- ≡ Décret 2011-629 du 3 juin 2011 : protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ≡ Articles R 1334-19 et R 1334-22 du code de la santé publique,
- ≡ Arrêté du 2 Janvier 2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition,
- ≡ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Sa mission se décomposera en 2 temps :

Sites libres d'occupation :

- ≡ Inspection visuelle pour repérage des matériaux et produits concernés par le programme des travaux et susceptibles de contenir de l'amiante (arrêtés « liste A/B et C » du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013).
- ≡ Identification des prélèvements pouvant être effectués sans nuire au fonctionnement et à l'état d'occupation des locaux.
- ≡ Définition des éventuels sondages destructifs à réaliser, ainsi que de la dépose de certains éléments fixés tels que radiateurs, revêtements de murs, appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.
- ≡ Rédaction du rapport préliminaire. Ce premier rapport informera le Maître d'ouvrage, des éventuelles analyses et investigations à prévoir (suivant Tableau A1 de l'annexe A de la norme NF X46-020 d'Aout 2017) dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Le Maître d'ouvrage, au vu du rapport préliminaire, pourra commander le nombre d'analyses nécessaire pour l'établissement du rapport final.

Les types d'analyses à prévoir conformes aux normes en vigueur seront les suivantes :

- ≡ Analyse de type M.O.L.P.
- ≡ Analyse de type M.E.T.

Sites occupés :

- ≡ **Planification des inspections à organiser avec le maître d'ouvrage car les sites sont occupés : pour le binôme 7 : salles de formation et le binôme 4 (partiel) : consultations.**
- ≡ Inspection visuelle pour repérage des matériaux et produits concernés par le programme des travaux et susceptibles de contenir de l'amiante (arrêtés « liste A/B et C » du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013).
- ≡ Identification des prélèvements pouvant être effectués sans nuire au fonctionnement et à l'état d'occupation des locaux.
- ≡ Définition des éventuels sondages destructifs à réaliser, ainsi que de la dépose de certains éléments fixés tels que radiateurs, revêtements de murs, appareils sanitaires, etc. permettant d'identifier les matériaux litigieux nécessaires à l'obtention d'une conclusion précise.
- ≡ Rédaction du rapport préliminaire. Ce premier rapport informera le Maître d'ouvrage, des éventuelles analyses et investigations à prévoir (suivant Tableau A1 de l'annexe A de la norme NF X46-020 d'Aout 2017) dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Le Maître d'ouvrage, au vu du rapport préliminaire, pourra commander le nombre d'analyses nécessaire pour l'établissement du rapport final.

Les types d'analyses à prévoir conformes aux normes en vigueur seront les suivantes :

- ≡ Analyse de type M.O.L.P.
- ≡ Analyse de type M.E.T.

Livrables : rapport (1 par binôme) et plans de repérage en .pdf

Lors de la remise de l'offre de prix, le prestataire est censé avoir reconnu l'état des lieux et avoir apprécié les difficultés d'exécution (les bâtiments concernés par la mission seront rendus accessibles après prise de rendez-vous auprès de l'établissement).

Le prestataire devra obligatoirement prévoir les accès nécessaires aux matériels permettant d'effectuer les sondages sur le site sans toutefois dégrader les bâtiments de manière importante.

Aucune plus-value ne sera accordée pour difficulté d'exécution de la mission, résultant de l'état des lieux.

5.1.2 Diagnostic termites avant travaux

Ce diagnostic a pour objectif de réaliser l'inspection visuelle relative à la présence de termites dans l'ensemble des bâtiments.

Références réglementaires :

- ≡ Loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 133-6 du code de la Construction et de l'Habitation),
- ≡ Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 (Articles R 133-1 à R 133-7 du code de la Construction et de l'Habitation),
- ≡ Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- ≡ Arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites,
- ≡ Arrêté du 14 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification,
- ≡ Norme expérimentales XP P 03-201 relative à l'état du bâtiment relatif de présence de termites.

Déroulement de la mission :

- ≡ Inspection pour repérage des matériaux susceptibles de contenir des termites.
- ≡ **Rédaction du rapport.** Ce rapport informera le Maître d'ouvrage, des matériaux susceptibles de contenir des termites dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Livrables : rapport (1 par binôme) et plans de repérage en .pdf

5.1.3 Diagnostic plomb avant travaux

Ce diagnostic a pour objectif de réaliser l'inspection et les mesures relatives à la présence de plomb dans l'ensemble des bâtiments.

Références réglementaires :

- ≡ Code du travail : principes généraux de prévention, articles L4121-2 ; prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction, articles R4412-59 et suivants, articles R4412-152 et R4412-156 à R4412-161.
- ≡ NF X 46-035 – sur le Repérage plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction (juin 2021).
- ≡ Loi n°2004-1343 du 9 décembre 2004,
- ≡ Ordonnance n°2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique),
- ≡ Loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la pratique de la santé publique,
- ≡ Décret n°2006-1114 du 5 septembre 2006 (Articles R 1334-11 du code de la santé publique),
- ≡ Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 (Article R. 1334-4 du code de la santé publique),
- ≡ Décret n°2008-1175 du 13 novembre 2008 modifiant l'article R 271-5 du code de la construction et de l'habitation
- ≡ Code de la construction et de l'habitation articles R 271-1 à R 271-5 condition d'établissement du DDT et L271-4 à L 271-6.

- ≡ Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification.
- ≡ Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.

Déroulement de la mission :

- ≡ Inspection pour repérage et **mesures de concentration, selon NFX 46-035**, des matériaux susceptibles de contenir du plomb.
- ≡ Rédaction du rapport. Ce rapport informera le Maître d'ouvrage, des matériaux susceptibles de contenir du plomb dont il appartiendra au Maître d'ouvrage de donner suite.

Livrables : rapport (1 par binôme) et plans de repérage en .pdf

5.2 Lot 02 : Diagnostic Structurel

Afin de pouvoir déterminer la capacité portante de la structure des bâtiments existants (conservés et réhabilités ou étendus) du projet, il est nécessaire d'effectuer une mission de reconnaissances structurelles par sondage pour affiner le principe constructif pour la restructuration.

Les investigations structurelles portent sur les 2 ailes des binômes, celles-ci pourraient être conservées dans le cadre des restructurations ou partiellement démolies selon les projets envisagés.

Les diagnostics doivent tenir compte de la particularité de la démolition partielle, par exemple une aile d'un binôme.

Les investigations sur les bâtiments existants porteront sur les éléments suivants :

- ≡ Relevé et diagnostic (nature, constitution, épaisseur, état, sens de portée, détection de porteurs type poutres/poutrelles, conditions d'appuis, détermination de la capacité portante, etc.) des planchers avec coupe de principe pour chaque plancher,
- ≡ Relevé et diagnostic (nature, constitution, épaisseur, état, conditions d'appuis, détermination de la capacité portante, etc...) des poteaux et des poutres porteurs avec coupes de principe et schémas,
- ≡ Relevé et diagnostic (nature, constitution, épaisseur, état, conditions d'appuis, présence d'une poutre retroussée en rive ou avec retombée, le mode d'accroche des allèges et des éléments préfabriqués, etc...) des nez de plancher et des trémies, à tous niveaux avec coupes de principe et schémas,
- ≡ Relevé et diagnostic (nature, composition, épaisseur, état, caractère porteur ou non, détermination de la capacité portante notamment pour la reprise de nouveaux planchers, pour la réalisation de linteaux, allèges ou portiques de renforcements, etc. ...) des murs, parois ou voiles de l'ensemble du bâtiment avec coupes de principe et schéma, leurs participations ou non au contreventement du bâtiment,
- ≡ Charpente bois : une inspection visuelle, un relevé géométrique, une mesure d'humidité, des sondages et un calcul de capacité portante, compris les sondages mécaniques des parties invisibles des bois ancrées dans les murs afin d'en connaître leur résistance et donc leur état.
- ≡ En complément de la capacité portante à froid, la stabilité et le coupe-feu des structures devront être déterminés (planchers, poteaux, poutres et murs, etc...).

L'implantation des sondages sur site devra impérativement être validée par le maître d'ouvrage avant toute intervention. L'implantation des sondages peut être adaptée en fonction de l'occupation des locaux lors de l'intervention de l'entreprise.

Il est par ailleurs précisé que les éléments sondés **devront impérativement être remis en état à l'identique que l'existant**.

Le nombre de sondages est laissé au libre choix du prestataire.

Pour information, les binômes 5, 6 et 14 sont entièrement vides. Le binôme 7 est occupé mais par des activités de réunions où la planification d'intervention de sondage est simple à envisager. Le binôme 4 dispose d'une aile sans activité et une aile avec des consultations en R+1 uniquement.

Enfin, le binôme 18 est occupé par une unité d'hospitalisation d'adolescents. Il s'agira du bâtiment où les interventions seront les plus sensibles.

Rapport de synthèse :

Tous les moyens nécessaires à cette reconnaissance seront mis en œuvre (auscultation pachométrique, sondages destructifs, carottages pour essais à la compression et à la traction des bétons, etc...) avec mise au net des relevés et établissement d'un rapport de diagnostic avec interprétation des résultats et photographies des points particuliers.

Livrables : rapport et plans de repérage au format .pdf

5.3 Lot 03 : Diagnostic PEMD

5.3.1 Limite de la prestation

La prestation attendue concerne les éléments suivants :

- Partie visible des bâtiments
- Les niveaux en sous-sol (ex : parking, fondations, équipements enterrés)
- Les espaces verts y compris clôture, portail, équipements extérieurs etc ...
- Les voiries
- Déchets non constitutifs du bâtiment tels que le mobilier, les équipements informatiques et autres déchets résiduels.

5.3.2 Etape 1 : Pré-visite du site

Le prestataire effectuera une visite du site afin de qualifier avec le maître d'ouvrage et les usagers les éléments suivants :

- Date de réalisation du diagnostic complet
- Les accès aux différents bâtiments – période d'accès – clés d'accès – recommandations sur site
- Les zones en activité (binômes 7 et partiellement 4).
- Les éléments démenagés, démontés, récupérés par les usagers ou le maître d'ouvrage avant curage ou démolition.

5.3.3 Etape 2 : Etude documentaire

Le prestataire réalisera une étude documentaire sur la base des documents remis par le maître d'Ouvrage et d'investigations complémentaires (A détailler dans le mémoire technique).

L'objectif sera de :

- Dater la réalisation de la construction (y compris extension et réhabilitation)
- Connaître le système constructif du bâtiment ainsi que les matériaux mis en œuvre.
- Identifier les zones ayant fait l'objet d'une extension ou d'une rénovation
- Localiser les zones susceptibles de présenter des déchets dangereux, des matériaux souillés
- Diagnostics déjà effectués
- Le rapport devra faire apparaître la liste des documents consultés

5.3.4 Etape 3 : Investigations sur site

Cette étape permet sur la base d'investigations in situ de caractériser et quantifier précisément les gisements de Produits Equipements Matériaux Déchets, en complément des informations issues de l'étude documentaire.

Elle permet également de proposer des recommandations pour la dépose sélective des éléments en fonction de la hiérarchie des modes de traitement.

Des visites de site doivent être réalisées afin de caractériser les Produits Equipements Matériaux Déchets.

Les visites devront être organisées de préférence **lorsque le bâtiment est inoccupé**.

Les modalités de visite relative aux intervenants, à la sécurité, aux moyens mis en œuvre et à l'accessibilité du site, devront être validées au préalable par le Maître d'Ouvrage.

Le diagnostiqueur dresse l'inventaire de l'ensemble des Produits Equipements Matériaux Déchets (y compris les déchets résiduels) présents sur site selon une méthodologie rigoureuse en conformité avec

Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021 / Art. R. 126-11 du code de la construction et de l'habitation.

L'objectif cette étude sera :

- Estimation de la **nature**, la **quantité** et la **localisation des matériaux, produits de construction et équipements** constitutifs des bâtiments ainsi que leur fonction
- De qualifier les **déchets potentiellement générés** par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet (code de l'environnement)
- De qualifier les **déchets résiduels** issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments

5.3.5 Etape 4 : Réalisation du rapport PEMD

Le rapport devra être opérationnel pour la phase travaux et répondre à la réglementation en vigueur - l'Article 6° du décret 2021-872 du 30 juin 2021, il sera complété par le CERFA 16287-01 :

1 livrable par binôme :

Table des matières type à respecter par bâtiment

1- Présentation de la mission

- 1.1 Description de la mission
- 1.2 Limites de la prestation
- 1.3 Méthodologie du diagnostic et moyens mis en œuvre
- 1.4 Localisation du bâtiment et périmètre d'étude
- 1.5 Documents consultés

2- Synthèse site

- 2.1 Tableau de synthèse des PEMD et leurs quantitatifs
- 2.2 Tableau de synthèse des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi)
- 2.3 Tableau de synthèse déchets générés par l'ensemble des PEM
- 2.4 Conclusions

3- Synthèse du rapport par bâtiment

- 3.1 Tableau de synthèse des PEMD et leurs quantitatifs
- 3.2 Conclusions

4- Description du bâtiment

- 4.1 Présentation générale du ou des bâtiments et de la parcelle concernée
- 4.2 Informations sur le maître d'ouvrage de l'opération de déconstruction ou de rénovation significative
- 4.3 Informations sur l'auditeur
- 4.4 Plans du ou des bâtiment(s) existant(s)
- 4.5 Précisions connues sur le programme travaux (dont réaménagement)
- 4.6 Précisions sur les zones polluées ou nécessitant des précautions particulières
- 4.7 Sondages ou inspections réalisées

5- Partie réemploi : Identification des PEM potentiellement réemployables

- 5.1 Nature et fonction des PEM potentiellement réemployables constitutifs du bâtiment
- 5.2 Quantitatif, localisation des PEM potentiellement réemployables (les plus propices au réemploi), et informations préalables à la qualification
- 5.3 Indications sur les possibilités de réemploi et identification des filières de réemploi
- 5.4 Précautions de gestion des PEM
- 5.5 Fiches Produits / matériaux destinés au Réemploi intégrant les caractéristiques quantitative/qualitative /état, toutes les modalités de déconstruction/démontage/conditionnement etc ... et photos
- 5.6 Informations complémentaires disponibles qui pourraient permettre de vérifier le potentiel de réemploi des PEM

6- Partie déchets : Identification de l'ensemble des PEM comme s'ils devenaient tous des déchets

- 6.1 Nature des différents déchets susceptibles d'être générés lors de la dépose de l'ensemble des PEM par l'opération
- 6.2 Quantitatif et localisation des déchets générés par l'ensemble des PEM
- 6.3 Identification des filières de gestion et de valorisation des déchets
- 6.4 Précautions de gestions des déchets

7- Annexes

Attestation d'assurance et qualification du diagnostiqueur
 Cerfa et formulaire de diagnostic
 Fichier excel inventaire suivant cerfa et nomenclature PEM
 Tableau de conversion
 Reportage photos

5.3.6 Etape 5 : Télédéclaration du CERFA site CSTB

Le diagnostic PEMD, et sa déclaration CERFA dans la plateforme numérique du CSTB est obligatoire pour les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :

Opérations concernées par la réglementation
Démolition de bâtiment ou d'une partie majoritaire de bâtiment , qui porte sur au moins la moitié de la surface de plancher des bâtiments concernés, Ou Réhabilitation significative : elle consiste à détruire ou remplacer au moins deux des éléments de second œuvre suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Plus de la moitié de la surface cumulée des planchers ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons extérieures ne déterminant pas la résistance ou la rigidité de l'ouvrage ; - Plus de la moitié des huisseries extérieures ; - Plus de la moitié de la surface cumulée des cloisons intérieures ; - Plus de la moitié des installations sanitaires et de plomberie ; - Plus de la moitié des installations électriques ; - Plus de la moitié des systèmes de chauffage.
Date de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de travaux ou, à défaut, date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux, postérieure au 1er juillet 2023. Surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés > 1000 m ² Ou Activité agricole, industrielle ou commerciale avec utilisation, stockage, fabrication ou distribution d'une ou plusieurs substances classées dangereuses

Le prestataire utilisera les éléments de son rapport PEMD pour réaliser la télédéclaration sur la plateforme numérique PEMD pour le compte du maître d'ouvrage.

<https://plateformepemd.developpement-durable.gouv.fr/>

Soit le Maître d'ouvrage crée le compte de son opération sur la plateforme du CSTB :

Le Maître d'ouvrage fournira au prestataire les éléments d'accès à l'opération qu'il aura saisis au préalable sur la plateforme CSTB.

Soit le Maître d'ouvrage confie au diagnostiqueur la création de son opération sur la plateforme du CSTB :

Le Maître d'ouvrage confie au prestataire le référencement de son opération sur la plateforme numérique du CSTB. Le prestataire fournira au maître d'ouvrage l'ensemble des informations nécessaires afin de pouvoir accéder aux fonctionnalités de la plateforme.

5.3.7 Réunions

Deux réunions seront à prévoir par le prestataire en présence du maître d'ouvrage :

- ≡ Une réunion de démarrage pour caler le planning/ mode opératoire, faire un bilan des documents existants et présenter l'équipe.
- ≡ Une réunion de présentation du rapport final. Toutes les remarques réalisées à l'issue de cette réunion et des différents échanges devront être intégrées dans le rapport final pour que ce dernier soit validé.

5.3.8 Livrables

Le prestataire devra remettre les éléments suivants

- 1 rapport PEMD par bâtiment version numérique suivant sommaire
- 1 rapport de l'ensemble des filières locales de réemploi- valorisation en lien avec l'opération.
 - Nom – adresse – contact – type de traitement PEMD
- L'ensemble des fichiers EXCEL – conversion et quantitatif suivant nomenclature réemploi et cerfa

5.4 Lot 04 : Enquête hydrogéologique préliminaire G0 + G1

La mission, objet de la présente consultation, concerne l'exécution de prestation de type G0 + G1 telle que définie dans le cadre de la norme NFP 94-500.

Les scénarii de réaménagement du site ne sont pas encore arrêtés mais les orientations se dessinent selon les schémas ci-avant.

Il est demandé au candidat **de proposer des emplacements judicieux de sondages** sur le terrain suivant les zones qui seront impactées afin d'apporter une représentation cohérente des capacités du sol.

Il est demandé au candidat **d'adapter le nombre et la localisation de sondages** sur le terrain suivant les zones qui seront impactées afin d'apporter une représentation cohérente des capacités du sol.

Il sera réalisé **un minimum de 12 sondages par zones** : Nord et Sud (positions à définir par le prestataire) tels que définis ci-après :

- ≡ 4 sondages pressiométriques qui seront équipés d'un équipement piézométrique,
- ≡ 4 sondages de reconnaissance pénétrométriques,
- ≡ 2 sondages à la tarière mécanique,
- ≡ 2 essais d'infiltration type Porchet pour évaluer la perméabilité du sol, ce qui permettra d'envisager ou non des solutions d'infiltration des eaux pluviales sur site ;

Le candidat pourra proposer en variante des prestations lui semblant nécessaire à la consolidation de son étude.

En complément de la réalisation des essais/sondages, la mission comprend la remise d'un rapport technique précisant les points suivants :

- ≡ La nature et les caractéristiques mécaniques des horizons rencontrés.
- ≡ Les principes généraux de construction de l'ouvrage liés à la géotechnique, à savoir :

- ≡ Principe d'adaptation des fondations au site.
- ≡ Principe d'adaptation du plancher bas (dallage, plancher porté, etc.).
- ≡ Attitude vis à vis de la présence éventuelle d'eau (drainage, etc.).
- ≡ Avis sur le terrassement.
- ≡ Avis sur les murs de soutènement.
- ≡ Les principes généraux d'adaptation au sol des voiries.
- ≡ Les vérifications des perméabilités et capacité d'infiltration des sols pour un éventuel rejet des eaux pluviales.

La profondeur des sondages à réaliser sera déterminée par le prestataire, afin de définir le plus précisément possible les points énoncés ci avant.

Compte tenu de l'aspect partiellement occupé et bâti du site, il est demandé au candidat de prévoir dans son offre la sécurisation des zones de sondages (notamment au niveau des piezomètres) et la remise en état de ces zones à l'issue de l'intervention.

Restitution rapport :

Tous les moyens nécessaires à cette reconnaissance seront mis en œuvre avec mise au net des repérages des sondages et établissement d'un rapport d'études avec interprétation des résultats et photographies des points particuliers.

Livrables : rapport et plans de repérage au format .pdf

CHAPITRE 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant le dossier de candidature et le dossier d'offre détaillés ci-dessous.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

6.1 Dossier de candidature

N° de la pièce	Désignation
C-01	Lettre de candidature, établie sur l'imprimé DC1 *
C-02	Déclaration du candidat DC2* (modèle 2023), dûment remplie et signée
C-03	Liste des travaux similaires à l'objet de l'opération exécutés au cours des cinq dernières années. ou Liste des principaux services fournis, au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
C-04	Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.
C-05	Si l'entreprise envisage de sous-traiter une partie de sa prestation, elle devra joindre aussi la déclaration du candidat (DC4* – modèle 1er janvier 2024) - dûment remplie et signée par le sous-traitant (ou chacun des sous-traitants) ainsi que les attestations et pièces n°1 et 2.
C-06	L'attestation sur l'honneur relative aux sanctions prises contre les opérateurs russes. En cas d'absence de l'attestation dans le pli, une demande de régularisation pourra être adressée au candidat.

*modèle téléchargeable sur à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

En lieu et place de ces deux formulaires, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en langue française et accessible à l'adresse <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

6.2 Dossier d'offre

Chaque proposition sera établie par :

N° de la pièce	Désignation
O-01	L'acte d'engagement (A.E.) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
O-02	Une attestation certifiant l'acceptation sans modification du présent cahier des clauses particulières (CCP)
O-03	Un mémoire technique (10 pages maximum) définissant les moyens, les outils et la manière dont le prestataire propose d'intervenir dans les différentes phases de mission prévues au CCP

CHAPITRE 7 - Conditions d'Envoi ou de Remise des Plis

Les candidats transmettent leur offre via la plateforme de dématérialisation du maître d'ouvrage :

www.marches-publics.gouv.fr

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

CHAPITRE 8 - Sélection des candidatures et jugement des offres

8.1 Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Tous diagnostics		%
Prix des prestations		60
Valeur technique		40
- Mémoire Technique : méthodologie et organisation proposée		20
- Délais d'intervention et de production des rapports		20

8.2 Appréciation du critère prix

L'appréciation de ce critère se fera sur la base du prix global et forfaitaire le moins disant, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Prix du moins disant} / \text{prix du candidat} \times 60$$

8.3 Appréciation de la valeur technique

La note du mémoire technique sera appréciée au regard du barème suivant :

- **0** : Absence de mémoire,
- **5** : Mémoire ne répondant pas aux besoins du pouvoir adjudicateur,
- **10** : Mémoire insatisfaisant, répondant partiellement aux besoins exprimés au CCP et/ou avec des observations majeures,
- **15** : Mémoire satisfaisant, répondant aux besoins exprimés au CCP avec quelques observations jugées mineures,
- **20** : Mémoire répondant aux besoins du maître d'ouvrage, sans observation.

≡ Délais d'intervention et de production des plans :

La notation de ce critère se fera sur la base du délai le moins disant, en appliquant la formule suivante :

$$\text{Délai du moins disant} / \text{délais du candidat} \times 20$$

8.4 Suites données à l'analyse

Après analyse des offres sur la base des critères de jugement des offres susmentionnés, une négociation est prévue avec les 3 premiers candidats. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre ou sur certains de ses éléments ainsi que sur des caractéristiques du marché public sans pouvoir entraîner de modifications substantielles. Elle se déroulera par échange de courriels.

Les candidats disposeront de 5 jours pour remettre leur offre négociée sur le profil d'acheteur.

Une fois la négociation terminée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, après classement de ces offres finales, en appliquant les critères de jugement des offres susmentionnés.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations **des articles R2143-3 à R.2143-15 du Code de la Commande Publique (CCP)**. Le délai imparti par L'Acheteur Public pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Concernant l'analyse du prix de l'offre, dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement des offres.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ; en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

CHAPITRE 9 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, ses questions par l'intermédiaire de la plateforme dématérialisée, conformément aux articles R.2132-7 à R.2132-11 du Code de la Commande Publique (CCP) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

CHAPITRE 10 - Durée des missions

Le délai d'intervention et du rendu des prestations seront fournis par les candidats. Le délai maximum du rendu des prestations sera de **3 mois** à compter de la notification du marché.

CHAPITRE 11 - Prix du marché

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. **Les prix sont réputés fermes et non révisables.**

11.1 Factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 264 702 689 00011

- Adresse de facturation :

CHD LA CANDELIE

Direction des Ressources Matérielles

Service Achat

47916 AGEN CEDEX 09

- Comptable assignataire :

Monsieur Le Trésorier des Etablissements Hospitaliers

Cité administrative Lacuée Bâtiment B

Rue Renée Bonnat

47921 AGEN CEDEX 9

- Code Finess : 470000381

- Code CHORUS/service : E3

11.2 Avance

Une avance égale à 5% du montant TTC du marché est accordée au Titulaire à sa demande, si les conditions décrites aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique sont remplies. Le titulaire devra présenter une garantie à première demande couvrant le montant de cette avance. La substitution de cette garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire sera refusée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE 12 - Modalités de règlement des comptes

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de **50 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

CHAPITRE 13 - Pénalités de retard

Selon son engagement stipulé dans l'acte d'engagement, le titulaire subit sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 150 €.

CHAPITRE 14 - Arrêt de l'exécution des interventions

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue provoque la résiliation du présent marché sans indemnité.

CHAPITRE 15 - Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Les dérogations aux C.C.A.G.-Prestations Intellectuelles, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. , sont apportées aux articles suivants :

- ≡ Le chapitre 13 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles
- ≡ Le chapitre 14 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

CHAPITRE 16 - Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif suivant est compétent en la matière :

Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33 000 BORDEAUX

Téléphone : 05 56 99 38 00

Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr